



Comité économique  
et social européen

# Semaine de la société civile

du 2 au 5 mars 2026

*Prochaines étapes pour  
un avenir démocratique  
et résilient*

**Réaliser ensemble une Union riche  
en perspectives, sûre et résiliente**



# Sommaire

---

## Soutenir les personnes et consolider nos sociétés

L'éducation civique pour des sociétés résilientes	2
Qu'est-ce qui nous unit? Le pouvoir de la cohésion sociale	3
Quand le système ne répond plus aux attentes: logement, inégalités et contrat social européen	4

---

## Protéger notre démocratie et défendre nos valeurs

Construire un environnement propice à la résilience démocratique	5
Journée de l'initiative citoyenne européenne (ICE) 2026	
Une initiative citoyenne européenne dans l'air du temps	6
De la connexion à l'action	6
Participer, proposer, progresser — résilience sociale	7
De l'initiative à la mise en œuvre	7
Comblers les lacunes lors de la finalisation du bouclier européen de la démocratie	8
Stratégie et plateforme en faveur de la société civile — Prochaines étapes	9
La résilience médiatique et numérique en tant que protection pour la démocratie	10

---

## Atteindre les objectifs ensemble et préparer notre Union pour l'avenir

Financement de l'espace civique: le rôle de l'Union et d'autres donateurs	11
Le volontariat et l'économie sociale pour renforcer la résilience de l'Europe	12
La résilience de qui? Équité intergénérationnelle, genre et communautés linguistiques minorisées	13

# Semaine de la société civile 2026

Une contribution de la société civile, recueillie lors de la Semaine de la société civile du CESE, aux priorités essentielles de la Commission européenne énumérées ci-dessous.

## Introduction par Séamus Boland, président du Comité économique et social européen



L'édition 2026 de la Semaine de la société civile a réuni plus de 1 000 parties prenantes de l'Union et des pays candidats à l'adhésion venues discuter de problèmes communs et élaborer ensemble des solutions dans des domaines divers. La présente brochure reprend les principaux messages de ces quatre jours d'échanges autour des grandes priorités suivantes de la Commission européenne:

- **soutenir les personnes et consolider nos sociétés;**
- **protéger notre démocratie et défendre nos valeurs;**
- **atteindre les objectifs ensemble et préparer notre Union pour l'avenir.**

Je suis particulièrement fier de ce que nous avons accompli aux côtés de nos co-organisateurs du Groupe de liaison avec les organisations et réseaux européens de la société civile, des partenaires de la Journée de l'initiative citoyenne européenne (ICE) et des conseils économiques et sociaux nationaux, et avec le concours de nos membres.

Quatre jours durant, nous avons animé une plateforme de dialogue authentique et dynamique. Des organisations de la société civile, des partenaires sociaux, des institutions européennes et nationales ainsi que des citoyens se sont mobilisés dans le but de faire face aux défis les plus pressants auxquels l'Union est confrontée: une démonstration éclatante de coopération, d'engagement et de responsabilité partagée en faveur de l'avenir de l'Europe.

Les inégalités sociales et économiques, la pauvreté, les difficultés liées au logement et au coût de la vie, les bouleversements technologiques et la résurgence de forces antidémocratiques mettent à l'épreuve la résilience des citoyens de même que leur confiance dans les institutions. Nous ne pourrions tenir notre promesse de réaliser une Union riche en perspectives, sûre et résiliente qu'à condition d'élever la justice sociale au rang de priorité politique au lieu de la reléguer au second plan.

Lorsque l'espace démocratique se réduit et que l'équilibre des pouvoirs est mis à mal, ce sont toujours ceux qui se trouvent déjà confrontés à la pauvreté, à la discrimination ou à l'exclusion qui paient le plus lourd tribut. La Semaine de la société civile a donc aussi été l'occasion de nous pencher sur la mise en œuvre de la stratégie de l'UE en faveur de la société civile que la Commission européenne a récemment lancée et dont le CESE est un partenaire politique et technique de premier ordre. Sans une société civile libre, dotée de ressources suffisantes et sûre, l'assise sur laquelle reposent nos engagements envers les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit demeure fragile.

C'est en protégeant notre démocratie et en défendant nos valeurs que nous pourrions résister aux dérives autoritaires, à la désinformation et à l'érosion de l'espace civique. Il nous faut à présent atteindre les objectifs ensemble et préparer notre Union pour l'avenir afin de donner un tour concret à l'état de droit, au moyen d'institutions redevables de leur action, de financements durables et d'une participation significative.

Dans cet esprit, la Journée annuelle de l'initiative citoyenne européenne, organisée dans le cadre de la Semaine de la société civile, a montré comment cet outil de démocratie participative renforçait l'Union en permettant à ses citoyens de définir l'ordre du jour politique et de participer directement à l'élaboration des politiques. Elle rappelle que la défense de notre démocratie implique de favoriser l'engagement civique et de placer les idées des citoyens au cœur de la conception des politiques européennes.

À nous maintenant de traduire ensemble ces orientations en actions concrètes.

A handwritten signature in blue ink that reads "Séamus Boland". The signature is written in a cursive, flowing style.

# Soutenir les personnes et consolider nos sociétés

## L'éducation civique pour des sociétés résilientes

En ces temps marqués par une polarisation croissante et des dérives autoritaires, l'éducation à la citoyenneté doit passer du statut de quatrième pilier d'importance secondaire à celui de pierre angulaire de la résilience européenne. Pour ce faire, il importe de dépasser les idéaux abstraits pour s'engager dans un processus d'apprentissage concret, tout au long de la vie et multigénérationnel dans des contextes formels, non formels et informels, et de donner ainsi à chaque Européen les moyens de penser de manière critique et de participer de façon active.

La résilience démocratique se cultive plutôt qu'elle ne s'impose. L'éducation à la citoyenneté doit être considérée comme un investissement stratégique dans la sécurité collective, un rempart pour les droits des citoyens européens et une condition préalable à une Union aux perspectives florissantes.



## Mesures concrètes:

### Inclusivité totale et langage accessible:

- L'éducation à la citoyenneté doit être accessible à tous. Il est fondamental d'adopter des normes de communication «facilement compréhensibles» afin que les personnes susceptibles d'avoir des difficultés, comme celles porteuses d'un handicap (intellectuel), les migrants et les personnes âgées, puissent comprendre ce dont il est question.

### Écosystèmes locaux d'apprentissage et espaces communautaires:

- La coopération entre les écoles, les organisations de la société civile et les collectivités locales doit être institutionnalisée afin de sortir l'enseignement des cloisonnements et de l'intégrer au sein de la communauté. Lorsqu'ils sont soutenus par des financements adéquats, ces écosystèmes permettent une «approche englobant tous les acteurs de l'école», qui comprend aussi les prestataires non formels et les espaces d'apprentissage informels.

### Renforcer le pouvoir d'action de la génération «du présent»:

- Si les jeunes savent se montrer résilients, ils sont souvent perçus comme des citoyens «de demain» et non des acteurs «du présent». Il importe de les reconnaître à leur juste valeur sans plus attendre et de mettre à leur disposition des espaces dédiés où ils puissent faire entendre leur voix en vue de façonner les politiques actuelles.

### Dépasser la fracture entre enseignement formel et enseignement professionnel:

- Il s'impose de former à l'éducation civique les membres de la communauté éducative de tous les secteurs, en accordant une priorité absolue à l'enseignement et à la formation professionnels, pour lesquels les compétences sociales et civiques sont tout aussi importantes que les aptitudes techniques.

### Consolider les méthodes grâce à la recherche:

- Nous devons améliorer les méthodes d'évaluation afin de mieux éclairer les décisions prises concernant l'avenir de l'éducation civique.

### Se protéger contre la «déséducation»:

- Dans les régions où la démocratie est en recul, les régimes recourent à la désinformation ciblée pour manipuler les contenus au détriment des valeurs européennes. La protection de l'espace civique et de l'intégrité de l'éducation à la citoyenneté est absolument primordiale pour la sécurité de l'Union.



# Soutenir les personnes et consolider nos sociétés

Dans un contexte marqué par des évolutions géopolitiques, économiques, sociales et technologiques qui mettent à rude épreuve les fondements mêmes du projet européen, sept conseils économiques et sociaux (CES) nationaux et des représentants de la société civile ont participé pour la toute première fois à des discussions collaboratives (sous la forme d'un «café mondial») consacrées à la cohésion sociale au sens large. Les représentants des CES nationaux et les participants se sont penchés sur les moyens de renforcer nos sociétés pour les rendre plus cohésives, plus harmonieuses et plus prospères, et ont ensuite présenté toute une série de propositions.

*Qu'est-ce qui nous unit?  
Le pouvoir de la cohésion sociale*

## Mesures concrètes:

### Rétablir la confiance dans nos systèmes et valeurs démocratiques, dans leur légitimité et dans la démocratie elle-même:

- Élaborer et mettre en œuvre des mesures et des actions ciblées afin d'offrir des moyens d'action aux groupes les plus vulnérables et de les protéger, notamment les personnes vivant dans des zones rurales reculées ou des zones urbaines défavorisées, les personnes handicapées, les migrants et les personnes âgées.
- Soutenir les médias indépendants et favoriser les contenus de qualité; développer et promouvoir l'éducation aux médias et l'habileté numérique.
- Encourager l'éducation en tant qu'investissement à long terme.
- Défendre une gouvernance plus ouverte, plus transparente et plus responsable, ainsi que la participation civique et la protection en la matière.
- Donner aux jeunes et aux femmes les moyens d'agir.

### Lutter contre la pauvreté et les discriminations:

- Dénoncer et combattre toutes les formes de discrimination fondée sur la race, l'âge, l'orientation sexuelle, la religion et le handicap.
- Soutenir les investissements en faveur de politiques publiques telles que l'accueil des enfants, l'éducation — y compris l'éducation civique — et la santé.
- Promouvoir et soutenir de nouvelles formes de leadership, notamment dans l'élaboration des politiques et la gouvernance.

- Mettre davantage en avant le portail «Donnez votre avis» de la Commission, l'initiative citoyenne européenne et les assemblées citoyennes aux niveaux national et de l'UE.
- Créer des lieux sûrs permettant d'écouter et de comprendre les besoins des citoyens.

### Renforcer l'équité intergénérationnelle:

- Faciliter la transmission des connaissances d'une génération à l'autre et encourager l'échange de compétences numériques.
- Ouvrir les programmes Erasmus aux entreprises et à d'autres groupes sociaux au-delà des seuls étudiants.
- Procéder à une réforme des systèmes de sécurité sociale.
- Promouvoir des droits et des responsabilités explicites en matière de travail et repenser les horaires et régimes associés.



*Quand le système ne répond plus aux attentes: logement, inégalités et contrat social européen*

### Mesures concrètes:

#### Accélérer la mise sur le marché de logements abordables et à caractère social:

- Réduire les retards administratifs excessifs pour l'obtention de permis de construire et rationaliser les procédures réglementaires qui freinent la construction de logements.
- Recourir au foncier public et faciliter l'accès aux financements en vue de construire des logements, notamment par une coopération avec la Banque européenne d'investissement et un soutien aux projets de logement à caractère social.
- Mettre pleinement en œuvre l'«action n° 9: accès des jeunes au logement» en élargissant le soutien, au-delà des étudiants, aux jeunes travailleurs occupant des emplois précaires, et intégrer des mesures spécifiques au logement des jeunes dans les réformes plus larges relatives à la stabilisation des loyers, au maintien dans les lieux et à la fourniture de logements sociaux.

#### Garantir le caractère abordable du logement par la stabilité sociale et économique:

- Accélérer la mise en œuvre de la directive relative à des salaires minimaux et renforcer les systèmes de négociation collective afin de réduire la pauvreté au travail et d'améliorer l'accès au logement.
- Investir dans des politiques actives en faveur du marché du travail, dans l'apprentissage tout au long de la vie et dans des services de l'emploi modernes afin d'améliorer la stabilité des revenus et la mobilité de la main-d'œuvre, en particulier pour les jeunes occupant un emploi précaire.

Cette session a réuni des représentants de la société civile et des décideurs venus discuter de la crise du logement qui s'aggrave en Europe. Les participants ont souligné la nécessité de renforcer l'action au niveau de l'UE et à l'échelon national afin d'accroître l'offre de logements abordables, de lutter contre la financiarisation et la spéculation sur les marchés du logement et de s'assurer que les politiques en la matière soutiennent l'inclusion sociale, notamment en faveur des jeunes et des groupes vulnérables.



- S'assurer que les fonds de l'Union destinés au logement soient assortis de conditions sociales strictes, de sorte à garantir le caractère abordable, une gestion publique ou à but non lucratif à long terme et une protection contre la revente spéculative.

#### Défendre la fonction sociale du logement et renforcer la gouvernance locale:

- Combattre les pratiques spéculatives et la financiarisation excessive qui réduisent le nombre de logements disponibles, notamment par une plus grande transparence et une surveillance accrue des investissements immobiliers de grande ampleur.
- Promouvoir des cadres réglementaires permettant aux villes et aux municipalités de réglementer les plateformes de location de courte durée et de s'attaquer aux difficultés qui pèsent sur le logement à l'échelon local, par exemple en renforçant leur rôle au sein de l'alliance européenne pour le logement et dans la réglementation de l'Union en général.
- Reconnaître le lien étroit qui unit le logement à la dignité humaine, à l'égalité et à la participation démocratique, en garantissant une mise en œuvre des politiques du logement qui soit transparente et fondée sur la redevabilité, et en intensifiant la coopération entre les institutions européennes, les États membres et les collectivités locales.

Les organisations de la société civile constituent des piliers essentiels de la démocratie en ce qu'elles sous-tendent une démocratie dynamique grâce à la participation active des citoyens au sein d'associations, de fondations et d'organisations de l'économie sociale. La société civile fait l'objet d'attaques de plus en plus fréquentes et se trouve confrontée à d'importantes difficultés partout en Europe. Des mesures s'imposent pour promouvoir un environnement propice à la société civile et à la philanthropie, ainsi qu'à la résilience démocratique.

*Construire un environnement propice à la résilience démocratique*

## Mesures concrètes:

- La stratégie de l'UE en faveur de la société civile doit passer de la vision à une mise en œuvre effective, notamment dans les pays candidats à l'adhésion. La plateforme de la société civile doit se montrer la plus inclusive possible.
- Il s'agit d'établir des liens forts entre le suivi des restrictions de l'espace civique et les mesures prises pour y remédier, mais aussi de mettre à disposition des financements stables et prévisibles, y compris pour les activités de plaidoyer pertinentes.
- Le plan d'action pour l'économie sociale doit créer un environnement propice au moyen d'une législation et de règles fiscales adéquates, de sources de financement diverses (publiques, privées et mixtes), de stratégies locales et d'un espace numérique adapté (conformément aux valeurs de l'Union), et s'intégrer dans les actions extérieures de l'Union, en particulier au sein des pays candidats à l'adhésion et dans le cadre de l'action mondiale de l'UE.
- Le statut d'association transfrontalière européenne (ATE) constitue un levier majeur pour défendre la démocratie, reconnaître le rôle des organisations à but non lucratif et contribuer à la résilience de la société civile. Les gouvernements des États membres devraient soutenir le travail des associations de ce type.
- Un marché unique du bien commun est nécessaire pour aplanir les obstacles fiscaux que rencontrent les organisations de la société civile et le secteur de la philanthropie, notamment dans le cadre de leurs activités transfrontières. La Commission devrait faciliter le dialogue entre États membres et publier des orientations à leur intention concernant la mise en œuvre de manière plus tangible du principe de non-discrimination, et faciliter l'élaboration de modèles de philanthropie transfrontière, comme indiqué dans la recommandation du Conseil relative à la mise en place des conditions-cadres de l'économie sociale.
- La Commission doit s'assurer que les initiatives de «simplification» respectent les processus démocratiques de consultation ainsi que les droits des citoyens (sociaux, environnementaux, numériques, relatifs à la santé publique, etc.).



# JOURNÉE DE L'ICE | Protéger notre démocratie et défendre nos valeurs

La Journée de l'initiative citoyenne européenne (ICE) est une manifestation annuelle très médiatisée lors de laquelle l'ensemble des acteurs de l'ICE peuvent se rencontrer, nouer des liens, débattre et échanger de bonnes pratiques concernant cet outil unique de démocratie participative.

Cette 14e édition de la Journée de l'ICE a été organisée en coopération avec des partenaires de longue date du CESE: Democracy International, le Service d'action des citoyens européens et The ECI Campaign. Elle a réuni des organisateurs et défenseurs d'initiatives citoyennes européennes, des représentants institutionnels, des organisations de la société civile et d'autres parties prenantes.

## Une initiative citoyenne européenne dans l'air du temps

### L'engagement civique en tant que pilier structurel de la démocratie:

- À l'heure où la démocratie et l'espace civique sont mis à rude épreuve et alors que la confiance dans les institutions s'érode, il nous incombe plus que jamais de prendre des mesures plus fortes, plus efficaces et plus globales afin de protéger et de renforcer la démocratie européenne.
- Les outils participatifs qui rapprochent les citoyens des décideurs, comme l'initiative citoyenne européenne, s'avèrent essentiels à cet effet.
- Pour préserver la crédibilité de la démocratie européenne, il importe que la participation des citoyens produise de réels résultats et que les institutions se montrent disposées à écouter, s'engager et répondre; car lorsque les citoyens se sentent écoutés, c'est la démocratie qui se trouve renforcée.

### L'initiative citoyenne européenne a atteint sa maturité et porte une responsabilité institutionnelle:

- L'initiative citoyenne européenne constitue une expression concrète et fondée sur les traités de la démocratie participative. Avec plus de 24 millions de signatures recueillies depuis 2012 et quatre initiatives ayant atteint le million de signatures rien qu'en 2025, l'ICE n'en est plus au stade expérimental.
- Il en découle une obligation claire pour les institutions de l'Union: celle d'y répondre avec sérieux, de s'engager politiquement et d'en assurer un suivi constructif. Car effectuer un suivi rigoureux des initiatives citoyennes couronnées de succès renforcerait la confiance non seulement dans l'ICE en tant qu'outil, mais aussi dans la démocratie elle-même.

## De la connexion à l'action

### Les échanges en amont et la mise en réseau transfrontière sont essentiels pour rendre les ICE plus stratégiques et plus efficaces:

- Les ICE couronnées de succès émergent rarement de manière isolée. Le fait de nouer des liens en amont entre organisateurs, partenaires et alliés thématiques permet d'éviter la duplication des efforts, d'améliorer la conception des campagnes et d'anticiper les problèmes juridiques, financiers et organisationnels.
- Une coordination proactive accroît l'efficacité, réduit le gaspillage de ressources et renforce d'emblée la qualité et la crédibilité générales des initiatives.

### La solidité à long terme de l'ICE repose sur une communauté d'organiseurs connectée et solidaire:

- L'ICE fonctionne de manière optimale lorsqu'elle s'inscrit dans un écosystème plus large d'acteurs engagés qui partagent leurs connaissances, accompagnent les nouveaux venus et forgent des alliances entre campagnes.
- Une communauté forte favorise la résilience, la continuité et l'apprentissage collectif. Au fil du temps, une telle approche accroît aussi bien la portée des initiatives individuelles que la légitimité de l'ICE en tant qu'outil de démocratie participative.



*Participer,  
proposer, progresser –  
résilience sociale*

*De l'initiative  
à la mise en œuvre*

**La participation active des citoyens renforce la confiance, l'inclusion et la résilience partout en Europe:**

- La résilience, qu'elle soit de nature sociale, démocratique ou institutionnelle, implique de pouvoir s'adapter, délibérer et agir collectivement face aux difficultés. Grâce à l'ICE, les citoyens ne sont plus de simples observateurs passifs de l'intégration européenne, mais en deviennent les cocréateurs.
- La participation active ne se limite donc pas au simple fait d'exercer une potentielle influence sur les résultats des politiques: elle renforce la solidarité, nourrit la culture démocratique et consolide la capacité de l'Europe à relever des défis de société complexes et en évolution constante.

**Votre voix peut façonner l'Europe et, collectivement, la transformer:**

- Seule, une voix permet d'éveiller les consciences. Associée à d'autres dans les différents États membres, elle devient une force puissante capable de définir des priorités stratégiques et d'impulser un changement.
- L'ICE exige une coopération par-delà les frontières, et encourage les citoyens à s'organiser de manière transnationale, à se fédérer et à élaborer des solutions conjointes aux défis communs. Ce faisant, elle renforce l'espace civique européen et favorise la solidarité au-delà des situations nationales.

**Une phase de délibération après qu'une ICE a abouti:**

- Une initiative citoyenne européenne pourrait déboucher sur une phase de délibération structurée une fois les signatures vérifiées, garantissant ainsi que la mobilisation civique s'accompagne d'un engagement institutionnel.

**Des calendriers clairs de suivi et de mise en œuvre:**

- Lorsqu'une mise en œuvre est envisagée, l'établissement de calendriers clairs, de feuilles de route publiques et de rapports d'avancement réguliers contribuerait à traduire cet engagement en résultats concrets et éviterait les incertitudes et les retards.

**L'aspect législatif:**

- Les initiatives couronnées de succès devraient être transmises au Parlement européen mais aussi au Conseil.
- Une telle manière de procéder ne préjugerait pas de l'issue du processus politique. Elle garantirait en revanche que la mobilisation par-delà les frontières soit pleinement intégrée dans le cadre institutionnel de l'Union, en montrant que lorsque des citoyens de toute l'Europe agissent ensemble, leur voix est entendue jusqu'au cœur du processus décisionnel européen.



## Comblers les lacunes lors de la finalisation du bouclier européen de la démocratie

La session a réuni des parties prenantes afin de discuter de la manière dont le bouclier européen de la démocratie (EUDS) peut renforcer efficacement la résilience démocratique en Europe. Les participants ont souligné que la démocratie est soumise à une pression croissante en raison de l'ingérence étrangère, de la désinformation au niveau national, des attaques contre la société civile et les journalistes, et du déclin de la confiance du public dans les institutions. Ils ont mis l'accent sur le fait que la protection de la démocratie nécessite non seulement de prendre des mesures défensives, mais aussi de renforcer la participation civique, d'assurer la résilience de la société et de soutenir les acteurs démocratiques. L'atelier a permis de recenser plusieurs lacunes dans l'approche actuelle du bouclier de la démocratie et de formuler des recommandations visant à renforcer les systèmes démocratiques et la participation des citoyens dans toute l'Europe à l'avenir.

### Mesures concrètes:

#### Reconnaître la société civile comme une infrastructure démocratique essentielle:

- Les organisations de la société civile devraient jouer un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre du bouclier de la démocratie, notamment dans la gouvernance du Centre européen pour la résilience démocratique qu'il est proposé de créer.

#### Faire face à toutes les menaces qui pèsent sur la démocratie:

- Le bouclier de la démocratie devrait lutter à la fois contre l'ingérence étrangère et contre les menaces nationales telles que la désinformation, l'extrémisme politique et les attaques qui visent les institutions démocratiques.

#### Renforcer la participation citoyenne:

- Les citoyens devraient être encouragés à s'engager en faveur de la démocratie locale et, plus largement, de collectivités, de lieux de travail et d'écoles à l'échelon local, ainsi que de mécanismes participatifs tels que les panels de citoyens.

#### Garantir la transparence et la redevabilité:

- Des mécanismes clairs devraient démontrer l'incidence qu'ont les recommandations des citoyens et les contributions des parties prenantes sur l'élaboration des politiques de l'Union.

#### Inclure les pays candidats à l'adhésion:

- Les organisations et réseaux de la société civile des pays candidats à l'adhésion devraient être associés aux plateformes et initiatives pertinentes, y compris le panel de citoyens européens sur la résilience démocratique, afin qu'ils puissent partager leur expérience en matière de lutte contre le recul démocratique et les menaces hybrides.

#### Investir dans la résilience de la société:

- Il est essentiel de renforcer l'éducation aux médias, l'éducation civique et culturelle, ainsi que la maîtrise du numérique et de l'IA pour lutter contre la désinformation et renforcer la résilience démocratique.

#### Encourager la coopération intersectorielle:

- Les institutions de l'UE devraient soutenir les plateformes qui mettent en relation la société civile, le monde de l'éducation, le secteur de la technologie et les décideurs politiques afin de renforcer la résilience démocratique et l'innovation.



Les participants ont apporté une contribution concrète à la conception et au fonctionnement de la future plateforme de la société civile, élément clé de la mise en œuvre de la «stratégie de l'UE en faveur de la société civile». S'appuyant sur leur expérience de terrain, ils ont mis en évidence des suggestions essentielles pour faire en sorte que la plateforme soit efficace, inclusive et pertinente.

## *Stratégie et plateforme en faveur de la société civile – Prochaines étapes*

### Mesures concrètes:

- Créer la plateforme sur la base d'une véritable approche ascendante de cocréation qui permette aux organisations de la société civile de véritablement s'en approprier le programme et les priorités.
- Mettre en place la plateforme en tant que forum de haut niveau, en prévoyant la participation active du commissaire responsable afin de garantir un engagement et une incidence politiques. Organiser les travaux de la plateforme de manière régulière et continue afin de permettre un dialogue soutenu.
- Garantir la diversité, l'inclusion et une représentation équilibrée entre les secteurs et les milieux géographiques, sur la base de la transparence et de la responsabilité.
- Concevoir la plateforme de manière à compléter les mécanismes existants de l'UE et les structures de dialogue avec la société civile, plutôt que de faire double emploi avec ceux-ci.
- Faciliter le dialogue et la coopération avec les organisations philanthropiques et les donateurs privés afin de renforcer la coordination et le partage d'informations.
- Rendre la participation et l'échange de connaissances accessibles, y compris par l'utilisation des langues nationales, le cas échéant.
- Utiliser la plateforme comme modèle de référence pour le dialogue structuré de la société civile au niveau national.
- Associer les organisations de la société civile des pays candidats à l'adhésion à l'UE afin d'encourager l'apprentissage mutuel et de renforcer les liens avec la société civile de l'Union.
- Recourir de façon systématique à l'expertise thématique et de terrain des organisations de la société civile, tout en intégrant l'expertise complémentaire des groupes de réflexion et des organismes de recherche afin d'éclairer l'élaboration des politiques de l'UE.
- Offrir un espace sûr dédié au dialogue sur les évolutions législatives de l'UE susceptibles d'avoir une incidence sur l'espace civique et permettant un échange en amont de préoccupations et de points de vue.



## La résilience médiatique et numérique en tant que protection pour la démocratie

### Mesures concrètes:

#### Investir dans l'éducation aux médias et l'habileté numérique tout au long de la vie afin de renforcer la résilience démocratique dans l'ensemble de la société:

- La résilience face à la désinformation et aux contenus numériques préjudiciables doit commencer tôt et se poursuivre tout au long de la vie. Les familles, les établissements d'enseignement et les organisations de terrain devraient collaborer pour favoriser l'esprit critique, l'habileté numérique et un comportement responsable en ligne. Les systèmes éducatifs devraient doter les citoyens des compétences nécessaires pour appréhender les écosystèmes d'information fondés sur des algorithmes et repérer les discours manipulateurs. En donnant aux citoyens les moyens de comprendre les environnements d'information numériques et de les remettre en question, les sociétés peuvent renforcer la résilience démocratique et réduire les effets de la désinformation.

#### Créer et soutenir de nouveaux discours médiatiques qui rendent les valeurs démocratiques accessibles et attrayantes pour le public d'aujourd'hui:

- Le journalisme indépendant reste essentiel à la prise de décision démocratique, mais il doit s'adapter à un environnement numérique axé sur l'attention. Les institutions publiques, la société civile et les acteurs des médias devraient investir dans des formats de narration innovants et des modèles de financement durables afin de garantir que des informations fiables parviennent à un public plus large. Renforcer les discours démocratiques, en les rendant clairs, attrayants et accessibles, peut permettre de lutter

La discussion sur les médias et la résilience numérique a mis en évidence le fait que la protection de la démocratie à l'ère numérique nécessite de combiner résilience sociétale, écosystèmes médiatiques indépendants et infrastructures numériques démocratiques. L'environnement actuel de l'information, façonné par les algorithmes, les plateformes mondiales et l'évolution technologique rapide, fait émerger à la fois des possibilités et des risques pour la participation démocratique. La protection de l'accès à des informations fiables et la mise en place d'un véritable engagement civique nécessitent donc une action coordonnée des institutions, de la société civile, des éducateurs et des acteurs des médias. Les difficultés ne proviennent pas de la technologie elle-même, mais des valeurs et des choix de gouvernance qui guident son développement et son utilisation.



contre la désinformation et de continuer à assurer la visibilité et le retentissement d'un journalisme fiable dans le paysage médiatique moderne.

#### Montrer l'exemple en développant et en promouvant des solutions numériques européennes qui intègrent les valeurs démocratiques dans la technologie:

- L'Europe devrait renforcer sa souveraineté numérique en investissant dans des infrastructures numériques démocratiques, notamment des plateformes européennes, des espaces de données interopérables et des outils de technologie civique qui mettent en relation les citoyens, la société civile et les responsables politiques. Pour montrer l'exemple, il convient que soit utilisées et promues activement — y compris par des institutions européennes telles que le CESE, la Commission européenne ou le Parlement européen — des solutions numériques européennes qui respectent la transparence, la vie privée et la gouvernance démocratique. Dans le même temps, il est essentiel de combler le déficit de compétences numériques et de garantir un accès inclusif à la technologie, afin que tous les citoyens puissent participer pleinement à la démocratie numérique.

Pourquoi l'UE et d'autres donateurs devraient-ils financer l'espace civique? Parce que cet espace est au cœur de la vision européenne de la démocratie, libre, pluraliste et participative, telle qu'elle est consacrée par les traités (article 11 du traité sur l'Union européenne). Dans un contexte de méfiance croissante à l'égard des institutions, l'espace civique permet aux citoyens de s'exprimer, de proposer des solutions et de demander des comptes aux pouvoirs publics. Son financement doit être protégé et renforcé dans le prochain budget de l'Union.

## Financement de l'espace civique: le rôle de l'Union et d'autres donateurs

### Mesures concrètes:

#### Renforcer la participation et la protection de la société civile dans le cadre du programme AgoraEU:

- Veiller à ce que la participation de la société civile soit au cœur du programme AgoraEU en rétablissant le dialogue civil, en reconnaissant le rôle essentiel de la sensibilisation dans le débat démocratique et en améliorant l'accès au financement pour les organisations de terrain et celles des pays candidats.
- Fournir un soutien structurel et une protection aux acteurs de la société civile en maintenant les subventions de fonctionnement, en levant les obstacles au cofinancement et en mettant en place un financement spécifique et un mécanisme de protection pour les organisations et les organismes de défense des droits de l'homme menacés.

#### Améliorer les mécanismes de financement de l'UE dans le prochain CFP:

- Maintenir les enveloppes de financement thématiques pour les organisations de la société civile dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP), en prévoyant des fonds réservés et en limitant les restrictions sur les subventions de fonctionnement afin de garantir la viabilité à long terme.
- Simplifier et harmoniser l'ensemble du processus de financement — de la demande à l'évaluation — afin de réduire les charges administratives, en particulier pour les organisations de la société civile de plus petite taille, et adapter les conditions de subvention pour tenir compte de la diversité des acteurs de la société civile.

#### Renforcer le rôle des autres donateurs et la coordination:

- Encourager les donateurs à compléter le financement de l'UE en soutenant les causes et les méthodes sous-financées (par exemple au moyen d'un soutien flexible, fondamental et sans restriction et de fonds complémentaires), tout en améliorant la coordination afin de veiller à ce qu'aucune cause ne soit laissée pour compte.
- Faciliter la libre circulation des capitaux pour les biens publics dans toute l'Europe en adoptant la directive relative aux associations transfrontalières européennes (ATE) et en établissant un marché unique européen de la philanthropie.



## Le volontariat et l'économie sociale pour renforcer la résilience de l'Europe

L'Année internationale des volontaires 2026 (IVY 2026) place le volontariat au cœur de la vie démocratique européenne.

Cette reconnaissance symbolique est susceptible d'entraîner un renforcement des partenariats, une meilleure coordination et une approche européenne cohérente du volontariat, de la résilience et de la préparation, y compris dans le cadre des services sociaux. Le volontariat et l'économie sociale sont des moteurs de la résilience et de l'innovation, dont l'inclusion devrait être un fondement. Il importe en outre d'assurer la reconnaissance et la protection des volontaires.

### Mesures concrètes:

#### Le volontariat et la mise en pratique des valeurs de l'UE:

- L'Union et les États membres devraient reconnaître le volontariat comme un atout stratégique pour renforcer la résilience démocratique, la cohésion sociale et la préparation de la population. Cette mesure nécessite une reconnaissance politique durable, un financement à long terme et une coopération structurée.

#### Un CFP qui investit dans les dépenses sociales:

- L'UE devrait mettre davantage l'accent sur l'investissement social et le financement durable. Le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) devrait renforcer le soutien aux dépenses sociales. Dans le même temps, les États membres doivent garantir un accès universel à des services sociaux de qualité. Les marchés publics socialement responsables peuvent constituer un levier puissant pour contribuer à la réalisation de cet objectif.

#### Un cadre propice à l'économie sociale:

- Les acteurs de l'économie sociale et les organisations de la société civile devraient reconnaître mutuellement leur ADN démocratique commun et leur rôle en tant que piliers de la démocratie, et lutter ensemble pour une économie dont l'objectif est de servir la société et la démocratie au moyen d'un cadre favorable.



Lors de cette session, les participants ont posé des questions simples mais urgentes: de quelle résilience l'Europe dépend-elle? Pour qui renforçons-nous notre résilience, et à quel coût? Ils ont décrit la résilience comme une problématique démocratique qui se rapporte à toutes les générations, les questions de genre et les langues, et comme une forme de continuité, s'agissant des droits, des relations, des langues, de l'appartenance ainsi que de la capacité à vivre et à organiser et transmettre la culture et les connaissances d'une génération à l'autre. Ils se sont également penchés sur la manière dont les évolutions politiques, le changement climatique, l'inaction, les discours coloniaux dominants, la réduction au silence et les déplacements sont susceptibles de grever l'avenir des citoyens. La session a permis de mettre en évidence les points de vue des citoyens et d'inviter les institutions à protéger les générations actuelles et futures et à préserver les langues minorisées et menacées de disparition en Europe.

*La résilience  
de qui? Équité  
intergénérationnelle,  
genre et communautés  
linguistiques  
minorisées*

## Mesures concrètes:

- Comprendre l'incidence de l'amnésie historique et du traumatisme générationnel doit faire partie de la résilience démocratique en Europe. Les politiques relatives à la mémoire, à l'éducation et à la participation démocratique devraient, sur la base de points de vue sensibles à la dimension de genre, intergénérationnels et décoloniaux, reconnaître la manière dont les injustices passées continuent de façonner les inégalités actuelles.
- L'UE doit reconnaître que la protection des minorités linguistiques et de la diversité des langues est l'une de ses pierres angulaires, et elle devrait prendre des mesures pour protéger ces langues en vertu de l'article 2 du traité sur l'Union européenne (droits des minorités). Elle est également habilitée à agir au titre de l'article 167 dudit traité, qui permet à l'Union de préserver le patrimoine culturel et linguistique de l'Europe.
- Le Réseau européen pour l'égalité des langues (ELEN) et ses organisations membres invitent l'UE à établir, en partenariat avec l'ELEN, un cadre stratégique pour protéger et valoriser les langues minorisées et menacées de disparition. Ce cadre devrait comprendre des mesures contraignantes, une ligne budgétaire spécifique et un comité d'urgence habilité à soutenir des projets linguistiques essentiels et à intervenir lorsque des langues sont menacées.
- L'UE doit reconnaître les jeunes comme des acteurs clés de la prise de décision politique et veiller à ce qu'ils puissent



participer de manière significative au-delà de la simple consultation. Les points de vue et les propositions des jeunes devraient être activement intégrés dans les processus d'élaboration des politiques. Pour ce faire, il s'impose d'adapter les politiques aux évolutions futures sur la base de considérations intergénérationnelles liées aux incidences, notamment au moyen d'outils tels que la budgétisation intergénérationnelle, afin que les décisions prises aujourd'hui préservent les droits et les possibilités des générations futures.

- La politique climatique de l'Union doit être guidée par l'équité intergénérationnelle et un engagement en faveur de la transformation. La résilience ne saurait consister à demander aux jeunes générations et aux générations futures de s'adapter aux crises créées par les systèmes actuels. Elle doit plutôt s'attaquer aux causes structurelles de la vulnérabilité et soutenir une transition équitable, socialement juste et démocratique.





## Comité économique et social européen

Rue Belliard 99  
1040 Bruxelles  
BELGIQUE

[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)



**#CivSocWeek**

*Printed by the EESC-CoR Printing and Distribution Unit, Belgium*

EESC-2026-9-FR

© Union européenne, 2026

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction des photographies / illustrations est soumise à une autorisation préalable à demander directement aux détenteurs de leurs droits d'auteur:

Couverture \ p.6: ©Shutterstock.com ©AdobeStock.com

p.2: ©Elija Gudonavičiūtė, Kėdainiai, Lithuania \ p.3: ©Shutterstock.com: Jo Panuwat D

p.4: ©Lothar Boris Piltz on Unsplash.com \ p.5: ©Hannah Busing on Unsplash.com

p.7: ©Shutterstock.com: Shchus - ©Shutterstock.com: Pecold - ©Shutterstock.com: Styve Reineck

p.8: ©Simon Lee on Unsplash.com \ p.11: ©Gintel Gee on Unsplash

p.12: ©centreforeuropeanvolunteering \ p.13: ©Aaron Burden on Unsplash.com



Office des publications  
de l'Union européenne



Print:  
QE-01-26-005-FR-C  
ISBN 978-92-830-7041-2  
doi: 10.2864/2530224

PDF:  
QE-01-26-005-FR-N  
ISBN 978-92-830-7040-5  
doi: 10.2864/5614869

FR